



Obtenez votre carte e-ID pour bénéficier des services sociaux de base !

e-ID TOGO | Une identité pour tous

Pré-enregistrez-vous sur : <https://preinscription.anid.gouv.tg>

Numéro vert 8283

anid

WURI

www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0654 du 27 Mai au 02 Juin 2025- Prix : 250 F CFA

TOGO-POLITIQUE :



ECONOMIE NUMÉRIQUE :
Coris Money et le Port Autonome de Lomé scellent un partenariat stratégique P.2



SOURNOISERIE ET SORCELLERIE

P.3

FRAIS DE RETRAIT PAYEZ VOS FACTURES
CEET - CASH POWER - TDE

Disponible gratuitement sur Google Play et App Store
 CENTRE D'APPEL : 8283

PROMO CORIS MONEY DES LE 1^{ER} MAI

0 F

SIMPLE & COOL

Compte Epargne Enfant
 Parce que demain se prépare aujourd'hui.



BANK OF AFRICA
 BMCE GROUP

www.boa.togo.com

EDITO
**PRIVILEGIER
LES CRITIQUES
CONSTRUCTI-
VES**

Notre société d'aujourd'hui est un fourre-tout. Un nid du bien et du mal. Une société qui transforme et métamorphose l'humain ; Un persévérant travail sur soi n'est-il pas recommandé ? Pourrions-nous nous départir des critiques venant de toute part, constructives ou non ?

Pour mener cette réflexion, nous nous servons de Lao Tseu qui affirme : " L'homme de bien n'exige pas de l'autre qu'il soit parfait. Il l'aide à accomplir ce qu'il a en lui de meilleur ".

Que devons-nous comprendre de cette pensée de Lao Tseu ? Evidemment les personnes perfectionnistes ont tendance à avoir une faible estime d'elles-mêmes, car elles prennent les critiques personnellement.

Cependant, les critiques constructives qui peuvent nous aider à apprendre et à grandir sont importantes. Essayez de reconnaître qu'une critique saine peut être utile et qu'elle est normale, car elle peut nous permettre de faire mieux. Les erreurs ou les faux pas sont parfaitement normaux en cours de route.

Persévérons tout simplement et privilégions les critiques constructives. Nous en avons absolument besoin.

Crédo TETTEH

**ECONOMIE NUMERIQUE :
CORIS MONEY ET LE PORT AUTONOME DE LOMÉ
SCellent UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE**

Un partenariat stratégique entre le PAL, Africa Consulting Leaders et Coris Money - la solution de monnaie électronique de Coris Bank International, est intervenu cette semaine. Il s'agit du paiement digital des tickets d'entrée aux parcs du Port Autonome de Lomé (PAL), notamment celui des véhicules d'occasion, via Mobile Money.

" Cette initiative s'inscrit dans la vision gouvernementale d'un écosystème portuaire plus agile, plus transparent et résolument tourné vers l'avenir ", indiquent les autorités du port de Lomé.

Cette collaboration vise à offrir



Coupure du ruban inaugural

aux usagers du PAL, un mode de paiement fluide, sécurisé et accessible à tous.

Grâce à cette intégration, les frais de tickets d'entrée, droits de passage et autres services, non pris

en charge par le Guichet unique de commerce extérieur (GUCE), peuvent désormais être réglés directement via mobile, à partir d'un téléphone et d'un TPE. " Ce que nous lançons aujourd'hui, c'est bien plus qu'un outil de paiement. C'est un signal fort : celui d'un Togo qui avance, qui ose, qui se transforme ", a déclaré Eric MESSIE, Directeur de la Clientèle Entreprise à Coris Bank International.

Avec plus de 275.000 clients et un réseau de 7.500 points de vente à travers le Togo, Coris Money s'impose comme un levier d'inclusion financière et de transformation numérique.

La Rédaction

SOCIÉTÉ :**CEDES-CANADA au secours des populations vulnérables**

Le CEDES-CANADA (Centre d'entraide et de Développement Social), est une association qui s'inscrit dans la vision du président du Conseil, M. Faure Gnassingbé, qui garantit à chaque Togolais où qu'il se trouve un mieux-être. Le CEDES-CANADA est soutenu par ses partenaires Global Medic-Global Fire. Il a organisé une assistance humanitaire dans le Sud-Est de la Région maritime ce 16 mai 2025, avec l'appui de l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC).

L'objectif général de cette assistance est d'améliorer les conditions d'accès à l'eau potable aux populations vulnérables, surtout en ces périodes pluvieuses. La cérémonie de lancement a été faite dans la localité d'Agbanakin, où la population est sortie massivement recevoir des kits. L'équipe de l'ANPC a sillonné les villages comme Adamé, Agbétiko et Agomé Glozou; d'autres villages voisins comme Gbandidi, Batonou Agomé-Séva ont aussi bénéficié des Kits.

Près de quatre cent (400) ménages de dix-huit (18) localités ont bénéficié de 600 kits dans la journée du vendredi. " Je suis très content de recevoir ce kit, surtout en cette période de pluie. Nous à Gbandidi, on a vraiment des soucis d'eau potable. Aujourd'hui, je veux dire un sincère merci à Global Medic qui nous a envoyé les kits par le biais de CEDES-CANADA. Nous voulons que les donateurs nous aident à avoir un dispensaire chez nous et à les équiper. On souffre beaucoup pour les problèmes sanitaires. Que le gouvernement nous vienne en aide ", a déclaré Djagué Disseh, un bénéficiaire du village Gbandidi.

Les membres de l'association ont procédé aussi à des distributions dans les localités comme la région des savanes, la région de la Kara, dans l'est Mono, précisément à Nyamassila, et dans la préfecture du Vo. Les kits sont composés d'un (01) filtre à eau, trois (03) brosses à dent, deux (02) pattes dentifrices, six (06) pains de savon et une lampe.

Au total 864 filtres à eau reçus au Togo. le nombre de filtres distribués par l'association CEDES-CANADA est



Dodo Abalo, représentant CEDES-CANADA (g) remettant le kit

de 264, répartis comme suit : 74 filtres distribués dans la Préfecture de Zio, 60 filtres distribués dans la région de la Kara et à l'Est Mono (Nyamassila

et environs), 40 filtres distribués dans Sevagan dans la Préfecture de Vo, 90 filtres distribués dans la région des savanes et environs.

600 filtres ont été distribués par le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile du Togo, à travers la délégation de l'Agence Nationale de Protection Civile et le Corps des Sapeurs-pompiers du Togo, répartis comme suit : localité d'Agomé Glozou 150 filtres à eau, localité d'Adamé 175 filtres à eau, localité d'Agbanakin 125 filtres à eau, localité d'Agbétiko 150 filtres à eau.

Il faut rappeler que tout ceci est possible grâce à l'implication du colonel Eloi Gunn, un compatriote qui officie dans l'armée canadienne et c'est grâce à lui que Global Medic-Global fire ont accepté accompagner le Togo à travers CEDES-CANADA.

Dodo ABALO

POLITIQUE :**Koamy Gbloekpo GOMADO a son "TOVIA"**

Koamy Gbloekpo GOMADO, Ministre de l'Aménagement et maire de la commune du Golfe 1, a lancé ce samedi 24 mai 2025 son mouvement dénommé TOVIA (Togolais Viens Agir) au centre communautaire de Bè, en présence des militants et sympathisants habillés à l'effigie du mouvement.

Ce nouveau mouvement, qui se prépare pour les prochaines élections municipales, est un regroupement d'acteurs politiques indépendants ainsi que des membres de la société civile, tous engagés pour le développement local, selon le président. " TOVIA (Togolais, Viens Agir) est bien plus qu'un simple regroupement : c'est un appel au réveil, à l'action et à la responsabilité collective. Il s'adresse à chaque Togolaise et chaque Togolais, les invitant à devenir bâtisseurs de leur avenir et artisans du changement dans leurs communes et quartiers ", a déclaré le président national de TOVIA.

Le regroupement citoyen aspire à redonner aux Togolais la capacité d'agir localement afin de transfor-



Le Ministre-Maire Koamy Gbloekpo Gomado

mer durablement leur quotidien. Pour les porteurs de ce mouvement, trois valeurs fondatrices guident TOVIA : le développement inclusif, pour que personne ne soit laissée de côté ; la compétence, car changer les choses nécessite savoir-faire et efficacité ; et la transparence, afin de faire de l'honnêteté et de la redevabilité les piliers de la gouvernance locale. C'est un regroupement au service des défis communaux.

" Le regroupement participera aux élections municipales du 10 juillet 2025, en présentant des candidats indépendants, compétents, enracinés dans leurs territoires et

profondément redevables devant les populations. Nous ne venons pas pour parler, nous venons pour agir. Notre démarche n'est pas dirigée contre quelqu'un. Elle est pour le Togo, pour nos villages, pour nos quartiers, pour nos familles. Elle est pour cette jeunesse ", a annoncé Koamy Gbloekpo GOMADO.

TOVIA entend insuffler un nouvel élan citoyen au service du développement local. Tout en plaçant l'engagement local au cœur de sa mission. " C'est maintenant que tout commence ", a conclu Koamy Gbloekpo GOMADO.

Dodo ABALO



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos : KEKERE Razak
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

TOGO-POLITIQUE :

SOURNOISERIE ET SORCELLERIE

Faire la politique au Togo est synonyme de courage, de don de soi, surtout si l'on vise à améliorer les choses et non à profiter d'une situation pour se frayer un chemin vers une réalisation de soi.

Le champ politique togolais ressemble à tout. On y retrouve de l'hypocrisie à dose maximale chez les différents acteurs, guidés par des ambitions démesurées, mais également la sournoiserie et la sorcellerie y ont élues malheureusement domicile.

Par Crédo TETTEH

La mayonnaise hypocrisie, sournoiserie et sorcellerie traduit un milieu où il ne fait pas bon vivre. Pour y prospérer ou espérer en tirer des avantages, il faut composer avec le diable à un moment donné. Tant, les animateurs de la vie politique dans notre pays peinent à construire dans l'intérêt des citoyens.

Au contraire, mus par leurs intérêts égoïstes et personnels, ils oublient vite fait les valeurs morales et les idéaux nobles. Ils s'entredéchirent, ils se détruisent avec gaieté et joie. Ils ne se font pas du tout pitié et évoluent très souvent dans la bassesse.

Ainsi donc, ceux qu'ils prétendent défendre ou lutter pour leur bien-être sont laissés pour compte. Les belles idées partagées en début de carrière ou de lancement de leurs partis politiques sont vite oubliées et font place à des illusions, à des déceptions répétitives, à des trahisons, bref à l'assouvissement d'ambitions démesurées.

Nos politiques sont-ils en réalité ce que nous croyons ? Ils sont tout

sauf des anges gardiens, des sauveurs. Etant nos semblables, ils se cherchent aussi et certains d'entre eux, à force de peiner à véritablement se réaliser dans la société qui nous a tous vu naître et grandir, investissent le champ politique ou apparemment les choses seraient, semble-t-il, plus aisées pour se faire un nom et avoir les dividendes qui y vont avec. Des ambitions qui côtoient à longueur de journée sournoiserie et sorcellerie.

La politique togolaise et le jeu de sournoiserie

En politique généralement, la sournoiserie peut être utilisée comme une arme efficace, mais elle est souvent perçue comme une pratique peu honorable et susceptible de nuire à la confiance et à la crédibilité des acteurs politiques.

Depuis des décennies, faire la politique au Togo et y rencontrer un semblant de succès, nécessite une certaine dose de sournoiserie. Les acteurs politiques en font tellement usage les uns contre les autres et même en dessous des ceintures, qu'au lieu de engranger des résultats d'étapes, ils s'affaiblissent tous les jours, surtout ceux de l'opposition. Ils ne se font pas confiance, ils ne s'acceptent pas avec leurs défauts et leurs qualités, leurs forces et faiblesses. Ils sont bien évidemment des loups les uns pour les autres.

A cœur joie. Et laissant " leurs militants " ou les populations qu'ils prétendent défendre et sortir de la misère dans des situations plus exécrables qu'avant. L'essentiel pour eux est d'arriver à se faire une image et devenir incontournable dans les vases de discussions politiques où

tout se monnaie, tout se négocie. Au finish, l'on comprend que ce qui importe pour " les politiques ", c'est plutôt leur propre réalisation de soi. Serions-nous trop durs d'affirmer qu'ils ne rechercheraient que leurs intérêts saisonniers ou personnels en exposant tous les jours les " militants " naïfs qui pour la plupart ne comprendraient pas grande chose à la politique et surtout n'useraient pas de leur droit de réclamer des comptes à " leurs maîtres " ?

En politique, et c'est vrai, la ruse et la manipulation demeurent souvent les armes les plus puissantes. Les politiques en font tellement usage que la politique elle-même est un jeu de sournoiserie. Il ne faut pas qu'on se mente. Mais dans le cas d'espèce de la politique togolaise, on est en droit de se poser mille et une questions sur l'usage qu'en font les acteurs pour grandir et engranger des points, dans l'espoir de gravir des marches d'escaliers.

A force donc d'employer la sournoiserie comme outil politique, il ne faudrait pas que les acteurs perdent de vue et conscience que la sournoiserie peut parfois battre les cartes les plus fortes, mais elle laisse toujours des traces de doute et d'insécurité.

La "sournoiserie en politique" du coup, fait référence à des pratiques politiques qui sont considérées comme perfides, trompeuses et déloyales, souvent utilisées pour atteindre des objectifs personnels ou de parti plutôt que l'intérêt général. Cela inclut la manipulation, la délation, la corruption et d'autres actions qui compromettent la transparence et la confiance dans le processus politique. Et c'est ainsi le paysage



Des acteurs de l'opposition togolaise (Photo archives)

peint de la politique au Togo.

Des leviers tenus par une opposition qui végète entre hypocrisie et sournoiserie. Dans l'amateurisme et les coups bas, frisant même la sorcellerie.

La sorcellerie s'invite dans la politique dans notre pays

La sorcellerie et la politique en Afrique sont étroitement liées dans de nombreuses cultures, souvent considérées comme des forces complémentaires ou antagonistes, voire comme des moyens de comprendre le pouvoir et l'influence politique. En Afrique, par exemple, la sorcellerie est perçue comme un mode de causalité politique, où les événements politiques sont souvent interprétés à travers le prisme de la magie et du pouvoir occulte.

Au Togo, la sorcellerie en politique peut être appréhendé comme un mode d'action politique en ce sens qu'elle peut être utilisée comme un moyen de s'opposer aux structures de pouvoir, de les défier ou de les manipuler.

Si dans certaines cultures, la sorcellerie est considérée comme un moyen par lequel les individus peuvent exercer une influence politique, qu'elle soit positive ou négative, dans le giron politique de notre

pays, les acteurs en font usage de tout bois. Le simple fait de devenir des loups pour les prochains et d'exceller en coups sordides font finalement d'eux des sorciers politiques. En plus de la sournoiserie qui ne les blanchit pas, les politiques au Togo développent des énergies négatives qui ne sont que trahison de leur intérieur, de leur état d'âme.

L'affirmation et la quête effrénée du pouvoir

Il n'est pas superflu de reconnaître qu'en politique, les puissants peuvent renforcer leur pouvoir et leur influence, rien qu'en s'appuyant sur la sorcellerie.

Mais la forme de sorcellerie qui signifierait qu'on nuise gratuitement à son prochain en l'arrosant de tous les maux, est propre au Togolais. Au lieu de placer l'humain au centre de toutes ses priorités, de toutes les actions, on relègue plutôt celui-ci au second plan. Il n'est bon qu'à servir de bétail électoraliste, de propagandiste ou de militant zélé végétant dans l'insouciance et l'ignorance. S'offrant bien évidemment aux ruses et aux manipulations des acteurs politiques qui n'en demandent pas mieux pour sortir la tête de l'eau.

MUNICIPALES 2025 :

Le nombre des conseillers municipaux revu à la hausse

Le président du Conseil, L'Faure Gnassingbé, a décidé de revoir à la hausse le nombre de personnes devant désormais siéger aux conseils municipaux des communes du Togo. Selon un décret pris en conseil des ministres, l'Autorité justifie la prise de sa décision par rapport aux données actualisées du 5e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5).

Désormais ce seront 1663 conseillers municipaux qui devront être élus sur toute l'étendue du territoire. Pour l'actuel mandat qui s'achève dans quelques jours (en fin juin), ils étaient 1527. Selon la répartition faite par le gouvernement, 240 conseillers seront élus dans les 16 communes de la Région des Savanes ; 270 conseillers pour 22 communes dans la Région de la Kara ; 197 conseillers pour 15 com-



Un électeur glissant son bulletin dans l'urne

munes pour la Région Centrale ; 428 conseillers pour 32 communes pour la Région des Plateaux et 528 conseillers pour 32 communes pour la région Maritime.

Pour le moment, la date du 10 juillet 2025 est maintenue pour les élections locales, malgré la demande de report de quelques partis de l'opposition. Le sujet a été discuté lors

de la dernière réunion du cadre permanent de concertation (CPC) sans toutefois que tous les acteurs se mettent d'accord. Comme toujours, la balle est dans le camp du gouvernement qui jugera et décidera en dernier ressort.

C'est ce qu'il a d'ailleurs fait quand la question du cautionnement s'est posée. Fixé à 50 000 FCFA et

de moitié pour les candidatures féminines, le gouvernement a décidé de ramener le montant à 25 000 FCFA et de moitié pour les candidates. Un vrai soulagement pour certains partis politiques qui voudraient participer à ces joutes électorales locales, mais dont les finances sont au rouge.

Pour ces élections locales, le parti au pouvoir va pouvoir mettre les bouchées doubles pour conserver sa majorité écrasante dans la plupart des conseils municipaux des 117 communes du Togo et en engranger de nouveaux, vu que le nombre a augmenté. Du côté des partis de l'opposition, ils y vont presque tous, même si certains comme la DMP, restent dans leur logique en déniant ce qu'il qualifie de " gestion unilatérale du processus par le régime RPT mué en UNIR, en place depuis plus de soixante ans, et qui a confisqué les pouvoirs exécutif,

législatif et judiciaire qu'il instrumentalise à sa guise ". " Cette attitude traduit une trahison incommensurable de ce régime face au jeu démocratique, d'où son impréparation patente qui entretient la confusion et l'injustice, en vue de pousser au boycott les Togolaises et les Togolais qui, délibérément, ont choisi les élections, certes entachées de fraudes, comme une arme de combat pour favoriser pacifiquement l'implosion du système RPT-UNIR ", déclare la DMP dans un communiqué.

Mais ils sont peu, ceux qui disent ne pas vouloir participer à ce scrutin, estimant que les conditions ne sont pas réunies pour une élection juste et équitable. Selon le calendrier de la CENI, le dépôt des dossiers de candidatures se fait jusqu'au 29 Mai 2025 dans les commissions électorales locales indépendantes (CELI).

ZOZO

MARCHE FINANCIER REGIONAL UMOA-TITRES : UN NOUVEAU SUCCES POUR LE TRESOR PUBLIC TOGOLAIS



En quête de 20 milliards de francs CFA sur le marché financier régional de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) en début de semaine dernière, le Trésor public togolais a réussi à mobiliser 22 milliards FCFA. Un nouveau succès qui témoigne le fait que le pays suscite la confiance des investisseurs de la sous-région. Le Togo a bouclé le vendredi 23 mai dernier, une nouvelle opération sur le marché financier régional, Umoa-Titres. En quête de 20 milliards de FCFA, le Trésor public togolais a mobilisé 22 milliards de nos francs, via une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT). Selon la fiche technique de l'opération, les BAT ont permis de mobiliser quelque six (06) milliards FCFA sur une maturité de 182 jours, émis à taux d'intérêt multiples. Les OAT ont, quant à elles, permis de collecter quelque 16 milliards FCFA sur une maturité de maturité trois (03) ans, assorties d'un taux d'intérêt annuel de 6,25 %. Notons que sur cette opération, les investisseurs ont proposé une offre cumulée de 79,9 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 399,56 %. Rappelons cette opération menée avec succès, porte à 209,5 milliards de francs CFA collectés sur le marché financier régional, sur un objectif annuel de 332 milliards de francs CFA.

@macite.tg

GOUVERNANCE DES TELECOMS : LE MALI À L'ÉCOLE DU MODELE TOGOLAIS



La gestion du secteur des télécoms au Togo suscite admiration au-delà des frontières. Une délégation de l'Autorité malienne de régulation des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication et des postes (AMRTP) a effectué, du 12 au 13 mai dernier, une visite de travail à Lomé.

Dans le cadre d'un partage d'expérience autour du Système de Management de la Qualité (SMQ), une délégation de l'Autorité malienne de régulation des télécommunications (AMRTP) était en visite de travail à Lomé. Conduite par Secrétaire exécutif de l'institution, Abdoulaye Coulibaly, la délégation est venue s'informer sur les mécanismes déployés par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) du Togo, pour l'instauration, la certification et le maintien d'un SMQ.

Le Système de Management de la Qualité (SMQ), qui a été déployé avec succès au Togo, a fait l'objet d'une certification en septembre 2023. Une année plus tard, en septembre 2024 précisément, l'audit réalisé sur le SMQ a été concluant, ce qui témoigne de la gestion efficace dudit Système.

Notons qu'un accord bilatéral existe entre le Togo et le Mali, permet de faciliter les échanges entre Lomé et Bamako. Et cette visite de travail témoigne l'engagement des deux pays à faire évoluer cet accord bilatéral.

@macite.tg

TdE : Des milliers de branchements réalisés en 2024 pour un accès facile à l'eau

Au Togo, l'accès équitable à l'eau potable reste vital. Si les centres urbains connaissent depuis quelques années une amélioration sensible de leur desserte en eau, plusieurs localités de l'intérieur du pays continuent de faire face à des périodes d'indisponibilité légère. Pour remédier à cette situation, la Société togolaise des eaux (TdE) engage une vaste opération de branchements privés.

C'est une initiative qui vise à rapprocher le service de distribution des populations et à renforcer la couverture nationale en eau potable. Dans de nombreuses zones, surtout rurales, l'approvisionnement en eau repose essentiellement sur des bornes fontaines publiques, souvent prises d'assaut aux premières heures du jour et en fin d'après-midi.

Cette forte sollicitation provoque des ruptures et des files d'attente interminables. Cette réalité encourage la TdE à favoriser les branchements individuels à domicile, afin de désengorger les points publics et d'offrir aux ménages une meilleure qualité de service.

Des branchements subventionnés pour les foyers modestes

Dans le cadre de ce programme, la TdE met en place des facilités de paiement et des tarifs sociaux pour encourager les familles à s'équiper. Grâce au soutien de partenaires comme l'Agence française de développement (AFD), sans oublier l'apport du gouvernement, les coûts de branchement sont réduits pour les foyers à revenus modestes. L'illustration parfaite a été la période de la Covid-19 où la TdE a revu le prix du branchement vraiment à la baisse.

Cette mesure a permis à des milliers de ménages d'accéder, pour la première fois, à un point d'eau directement chez eux, réduisant ainsi les corvées quotidiennes,



particulièrement pour les femmes et les jeunes filles traditionnellement chargées de la collecte.

Branchements privés effectués en 2024

Selon le rapport d'activité de la TdE, le nombre de branchements privés réalisés par région se présente comme suit : 1 310 dans la région maritime et 465 dans les Plateaux. 126 branchements ont été obtenus dans la région centrale, contre 230 dans celle de la Kara. Dans la région des Savanes, ce sont 206 branchements privés qui ont été effectués. Le total de tous ces raccordements revient à 2 515. Parallèlement aux branchements privés, la TdE s'attelle à moderniser et à étendre les réseaux de distribution existants. Depuis quelques années, des kilomètres de canalisations sont posés ou renouvelés dans les zones rurales et semi-urbaines.

Vers un accès universel d'ici à 2030

Le gouvernement ambitionne de garantir un accès universel à l'eau potable d'ici à 2030, conformément aux engagements pris dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Le programme de branchements privés, initié par la TdE, s'inscrit dans cette vision et devrait être renforcé dans les années à venir. D'autres projets structurants, notamment la construction de nouvelles stations de traitement et la réhabilitation des réseaux

vieillissants, sont également annoncés. Une dynamique saluée par les populations bénéficiaires, pour qui l'eau potable n'est plus un luxe, mais un droit fondamental auquel chacun doit pouvoir prétendre.

Finies les pénuries dans les milieux ruraux avec les postes d'eau autonomes au Togo

L'accès à l'eau potable demeure un défi pour de nombreuses communautés rurales. Une raison suffisante qui fait multiplier les initiatives parmi lesquelles figure le déploiement des postes d'eau autonomes (PEA), des infrastructures modernes qui révolutionnent la gestion de l'eau dans plusieurs régions du territoire.

Un PEA est un ouvrage comprenant un forage, un réservoir de stockage comportant plus de robinets de puisage. C'est une installation qui fonctionne de manière indépendante grâce à des systèmes de pompage solaire et des réservoirs de grande capacité, offrant aux populations un accès permanent à une eau potable de qualité. Dans les villages isolés, ces PEA sont devenus des symboles d'espoir et de dignité retrouvée. Ils sont accessibles à toute la communauté, permettant de puiser, de stocker et de distribuer l'eau en continu, sans recourir au réseau électrique national.

Grâce à leur conception adaptée aux réalités rurales, les PEA desservent des centaines de ménages et garantissent un

débit suffisant pour répondre aux besoins quotidiens en eau potable. Cette solution technique, respectueuse de l'environnement et économiquement viable, s'intègre parfaitement dans la politique togolaise de développement durable.

Nombre de PEA à installer par région en 2025

Ils devraient être au nombre de 205, en raison de 87 dans la région des Plateaux pour 1,06 milliard de francs CFA, 18 dans la région centrale pour un coût de 708 millions de francs CFA, et 15 dans la région de la Kara pour 80 millions de francs. Dans les Savanes, les autorités prévoient d'en construire 85 pour plus de 2 milliards de francs (données inscrites dans le Budget citoyen 2025). Le tout revient à un coût d'environ 4 milliards. Les organisations non gouvernementales (ONG), les associations et les partenaires techniques et financiers ont réalisé 109 PEA, lit-on dans le document officiel.

Un impact sanitaire et social immédiat

L'installation de ces postes autonomes contribue à réduire considérablement les maladies liées à la consommation d'eau insalubre, telles que la diarrhée, le choléra et les infections parasitaires. Les files d'attente interminables aux anciens puits et la corvée d'eau pour les femmes et les enfants font désormais partie des souvenirs dans les localités desservies.

Ces ouvrages sont perçus comme de véritables acquis sociaux. Ils facilitent également le maintien des enfants à l'école. Outre l'aspect sanitaire, les PEA favorisent l'émergence d'activités génératrices de revenus. La disponibilité d'une eau potable de proximité encourage la création de petits jardins maraîchers, le développement de microentreprises et la valorisation des produits locaux. Le pays ambitionne de se doter de plus de PEA au cours des prochaines années. Cette démarche s'inscrit dans la Feuille de route gouvernementale et dans la stratégie nationale d'accès universel à l'eau potable d'ici 2030.

AGRICULTURE : Semences vivrières et engrais à disposition des paysans

Dans un contexte marqué par les défis climatiques et économiques, le Togo multiplie les initiatives pour soutenir son secteur agricole, pilier de son économie et garant de la sécurité alimentaire. Depuis que les campagnes agricoles s'enchaînent, les autorités intensifient la distribution de semences vivrières de qualité aux producteurs, avec une répartition méticuleuse par région pour répondre aux besoins spécifiques des terroirs.

Comptant pour près de 40 % du produit intérieur brut (PIB), et employant plus de 60 % de la population active, l'agriculture togolaise reste essentiellement familiale. Afin de renforcer sa productivité et d'assurer aux paysans des récoltes plus résilientes, le gouvernement, à travers le ministère en charge de l'Agriculture et l'Institut togolais de recherche agronomique (Itra), procède à la mise à disposition de plusieurs variétés améliorées de semences vivrières.

Maïs, riz, haricot, soja, sorgho, etc. figurent parmi les cultures les plus ciblées. Ces semences sélectionnées, à haut rendement et résistantes aux aléas climatiques, sont distribuées à prix subventionnés pour favoriser leur adoption.

Une répartition régionale adaptée aux réalités locales

Pour la campagne en cours, des milliers de tonnes de semences vivrières ont été mobilisées et réparties selon les priorités agricoles de chaque région. Le Grand-Lomé et la région maritime, zones à forte consommation vivrière, reçoivent également des tonnes de semences.

En 2024, en ce qui concerne la quantité de semences vivrières distribuées par région, 48,950 tonnes sont allées à la



Des sacs d'engrais dans un magasin

région maritime, 713,29 tonnes à la région des Plateaux. Dans la Centrale, les agriculteurs ont eu droit à 1 395,57 tonnes. Ceux de la région de la Kara ont touché 338,150 tonnes. Dans les Savanes, ce sont 819 tonnes qui ont été distribuées. Le total de semences vivrières dans toutes les régions revient à 3 314,960 tonnes. 4 528 tonnes sont prévues pour cette année 2025, chiffres contenus dans le Budget citoyen 2025.

Des perspectives de renforcement pour 2025

Fort des résultats encourageants enregistrés, l'exécutif envisage déjà d'élargir ce programme d'appui pour les prochaines campagnes. L'acquisition de nouvelles variétés certifiées et la mise en place de banques de semences villageoises figurent parmi les actions prévues, avec pour ambition de couvrir une grosse partie des besoins nationaux en semences de qualité.

Au-delà des appuis ponctuels, le gouvernement entend accélérer la transformation structurelle du secteur, à travers la mécanisation, le développement des chaînes de valeur et l'accès facilité au crédit agricole. Un enjeu stratégique pour garantir l'autosuffisance alimentaire et améliorer les revenus des exploitants ruraux. Avec cette dynamique enclenchée, le pays confirme sa volonté d'inscrire durable-

ment son agriculture dans une logique de résilience.

78 000 tonnes d'engrais distribués aux agriculteurs togolais en 2024

Confronté à la nécessité de renforcer de façon optimale la sécurité alimentaire, le Togo multiplie les initiatives en faveur de ses producteurs agricoles. Parmi les mesures phares de la campagne agricole 2024-2025 figure la distribution massive et encadrée d'engrais subventionnés, visant à améliorer les rendements et à garantir une fertilisation raisonnée des terres cultivables.

Depuis un moment maintenant, les autorités ont fait du renforcement de la fertilité des sols une priorité de la politique agricole. À travers l'Agence nationale de sécurité alimentaire du Togo (Ansaf) et la Centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles (Cagia), des milliers de tonnes d'engrais sont acheminées chaque saison dans les régions du pays.

À chaque campagne, plusieurs dizaines de milliers d'engrais sont mobilisées et mises à la disposition des producteurs à des prix subventionnés, réduits parfois de moitié par rapport aux tarifs du marché. Une mesure qui permet d'alléger la charge financière pesant sur les agriculteurs et de favoriser une utilisation plus généralisée des fertilisants adaptés.

Aucun producteur n'est laissé en marge

Soucieux de répondre aux réalités agricoles locales, les décideurs procèdent à une répartition équitable des stocks disponibles. Afin d'éviter les pénuries et les spéculations récurrentes observées par le passé, le gouvernement a instauré un système de distribution encadrée.

Les engrais sont désormais livrés dans des points de vente officiels et communautaires sous la supervision des comités préfectoraux de suivi. Chaque producteur inscrit bénéficie d'une quantité proportionnelle à la superficie exploitée et à la nature des cultures pratiquées. Cette nouvelle organisation permet de lutter contre le détournement des intrants et de s'assurer qu'ils parviennent effectivement aux bénéficiaires légitimes.

Les quantités d'engrais, distribuées par région en 2024, sont conséquentes. Dans Lomé commune, 160 tonnes ont été partagées, contre 8 084 dans la Maritime. Au niveau de la région des Plateaux, ce sont 11 156 tonnes dont il s'agit. 10 788 tonnes dans la région centrale, 17 625 tonnes dans celle de la Kara et 30 125 tonnes dans la région des Savanes pour un total de 77 938 tonnes distribuées au cours de l'année.

Des effets perceptibles sur les cultures

Selon les relevés des services agricoles, l'utilisation des engrais subventionnés permet d'améliorer sensiblement les rendements dans plusieurs zones de production. Dans toutes les régions, les exploitants enregistrent en moyenne une augmentation des récoltes.

Maintenant, le cap est mis sur la fertilisation durable. Plusieurs projets sont encouragés pour promouvoir la fabrication locale de compost et de biofertilisants, afin de préserver la santé des sols à long terme. Avec ces actions combinées, le Togo solidifie son agriculture qu'il ne manque pas de rendre moderne, résiliente et durable, capable de nourrir sa population et de contribuer davantage à la croissance économique.

EDUCATION :

Hausse substantielle du taux brut de scolarisation dans les lycées

Dans quelques semaines, les élèves boucleront les examens de fin d'année scolaire. Ce sera alors le temps des bilans, aussi bien pour les élèves et leurs enseignants que pour les autorités en charge de l'éducation nationale. Depuis quelques années, les réformes mises en œuvre dans ce secteur portent leur fruit. Par exemple, à la faveur de la stratégie et des programmes éducatifs inclusifs et soutenus, le taux brut de scolarisation au second cycle du secondaire connaît une progression régulière dans le pays. Une performance qui témoigne de l'engagement constant des autorités à offrir à la jeunesse un accès élargi à l'enseignement après le collège.

En effet, la scolarisation des adolescents dans le second cycle de l'enseignement secondaire s'impose désormais comme une priorité. Le taux brut de scolarisation, indicateur clé qui mesure le nombre d'élèves inscrits dans ce cycle par rapport à la population correspondante, affiche une hausse constante, grâce à des réformes ciblées et des mesures sociales ambitieuses.

La décision de rendre la scolarité gratuite au collège et surtout au lycée a constitué un levier déterminant pour améliorer la transition vers le lycée. En allégeant la charge financière des ménages, cette politique décidée par Faure Gnassingbé encourage davantage de familles à laisser leurs enfants poursuivre leurs études au-delà du collège. C'est une dynamique qui se traduit aujourd'hui par un accroissement notable du nombre d'élèves qui accèdent à la seconde et continuent jusqu'à décrocher leur baccalauréat.

La classe de seconde s'atteint plus facilement

Depuis quelque temps, les chiffres de la scolarisation affichent des signes encourageants, en particulier au niveau de la transition entre le collège et le lycée. Le taux d'accès en seconde, qui mesure la proportion d'élèves ayant validé le Brevet d'études du premier cycle (BEPC), et poursuivant leur cursus dans le cycle secondaire supérieur,



Des élèves dans une cour d'école

connaît une évolution constante. Le taux d'accès en seconde (première classe du lycée) s'est établi à 41,80 % en 2023. En 2024, il est tombé à 37,70 % et cette année, il devrait monter à 40,90 %.

Pour ce qui est du taux brut de scolarisation au second cycle du secondaire, il était de 37,40 % en 2023 et de 39,50 % en 2024. Ce même chiffre (39,50 %) devrait être obtenu en 2025. Enfin, selon les données officielles, le taux d'achèvement du second cycle du secondaire, qui était de 28,20 % en 2023 et de 29,20 % en 2024, devrait toujours pointer à 29,20 % en 2025.

Des infrastructures d'accueil construites

Le gouvernement n'en détourne pas le regard. Il renforce les infrastructures scolaires afin de répondre à la demande croissante. De nouveaux lycées voient le jour dans plusieurs localités du pays. Ailleurs, des salles de classes de classe sont érigées pour accueillir des lycéens dans des établissements qui ne contenaient que des collèges auparavant. Ces investissements, qui permettent d'augmenter significativement les capacités d'accueil et d'offrir aux apprenants un cadre adapté et sécurisé, s'ajoutent à des appuis sociaux accordés aux élèves sous forme de bourses ou d'exonérations, afin de limiter les abandons liés aux contraintes économiques. Le pays avance et son système éducatif aussi.

La jeunesse togolaise préparée aux

métiers de demain

Des mutations économiques et technologiques s'opèrent dans le monde entier. Dans la sous-région ouest-africaine, le Togo fait partie des pays qui misent sur la formation de leur jeunesse pour relever les défis de demain. À travers des initiatives ciblées dans des filières clés, les pouvoirs publics préparent une nouvelle génération de professionnels capables de porter les ambitions nationales.

Le monde est en constante évolution, marquée par le développement du numérique, des énergies renouvelables, des technologies de pointe, etc. La formation de la jeunesse devient alors un enjeu stratégique. Le Togo, fidèle à sa volonté de bâtir une économie compétitive, multiplie les initiatives pour doter ses jeunes des compétences attendues sur le marché.

L'enseignement technique et professionnel connaît ainsi de profondes réformes, visant à le rendre plus attractif et mieux adapté aux besoins des entreprises. De nouveaux centres de formation sont créés, proposant des filières en énergies renouvelables, en agriculture, en aquaculture, etc. L'objectif est clair : faire de la jeunesse un vivier de talents pour les secteurs d'avenir.

L'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs

Le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs

porteurs (Paeij-SP) fait foi. Il a été cofinancé par le gouvernement et la Banque africaine de développement (BAD). Arrivé à terme en 2021 après 5 ans de mise en œuvre, l'initiative a été financée à hauteur de 17 milliards de francs CFA. Le projet revendique la création de 800 000 emplois depuis 2016, dont 55 000 emplois directs. Le bilan fait également état d'un appui fait à une vingtaine de petites et moyennes entreprises ou industries (PME/PMI) et à 3 000 groupements.

Le Paeij-SP a été déployé dans des filières agricoles comme le soja, le manioc, l'élevage de petits ruminants..., ce qui a propulsé l'agriculture, secteur économique phare qui emploie 65 % de la population togolaise active, dans des dimensions fort appréciables.

Les formations en alternance pour le développement

Les Instituts de formation en alternance pour le développement (Ifad) opèrent sur le territoire. Les 3 Ifad (Aquaculture-Elavagnon, Bâtiment-Lomé et Élevage-Barkoissi) ont ouvert en juillet 2024 les inscriptions pour la rentrée académique 2024-2025.

Les formations, d'une durée de 3 ans, sont sanctionnées par un baccalauréat professionnel. Une dizaine d'Ifad sont attendus à terme sur le territoire. Ces centres qui offrent des formations qualifiantes et diplômantes s'assurent également que les apprenants diplômés soient financés. En 2024, les officiels ont indiqué que 67 % des apprenants diplômés ont été financés.

Aujourd'hui, le numérique occupe également une place centrale dans la stratégie de développement du Togo. À travers des outils comme Togo Digital 2025, des milliers de jeunes sont formés aux métiers du codage, de la cybersécurité, de la gestion/protection des données. Des incubateurs et espaces de coworking voient le jour, offrant un cadre propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat des jeunes. C'est bien là une démarche ambitieuse et visionnaire, qui place la jeunesse togolaise au cœur de la transformation du pays et de son rayonnement futur.

SPORT/FOOTBALL :

La FTF a tenu son congrès ordinaire à Aného

Les acteurs du football togolais se sont donnés rendez-vous dans la ville tricentenaire d'Aného (environ 46 KM de Lomé) ce vendredi 23 mai 2025 pour le congrès ordinaire de la Fédération Togolaise de Football (FTF). Cet exercice, conformément aux textes de la Fédération Internationale du Football Association (FIFA), vise la structuration du football togolais, avec un accent mis sur la bonne gouvernance, la formation et l'implication des acteurs de terrain. Ce congrès a été marqué par la présence d'éminentes personnalités du monde sportif, pour faire le bilan de l'année écoulée, échanger sur les stratégies et mettre l'accent sur l'adoption de résolutions majeures.

Le lancement des travaux a connu la présence effective de Philippe Alain Tchéré, Directeur Exécutif de l'UFOA Zone B et Déladem Akpaki, Président du Comité National Olympique du Togo, du SG du ministère des sports et le représentant du maire de la commune Lacs 1. Le Colonel Guy Gbézondé Akpovy, président de la FTF, a mis l'accent sur la dimension participative

et stratégique du congrès dans son discours de circonstance. Pour lui, " Ce congrès est le vôtre. C'est un cadre d'échanges et de prise de décisions. Je vous encourage vivement à contribuer activement à nos discussions à travers vos connaissances et vos visions pour que les résolutions reflètent notre engagement collectif vers un football togolais plus robuste et compétitif ".

Le développement du football de base, à travers le programme TDS (Talent Développent Scheme), Programme de Développement des Talents, fait partie des priorités, a-t-il annoncé aussi dans son adresse. " C'est parmi les jeunes que se situent les futurs talents. Nous allons investir dans ces catégories avec un encadrement compétent et des compétitions régulières pour garantir une relève de qualité " a-t-il précisé.

Les congressistes ont validé les rapports annuels des commissions de la FTF après délibération. " Les rapports ont été bien accueillis. Chaque point a été soumis à un vote et la majorité a donné son accord, preuve de la transparence du processus ", a déclaré le 2ème vice-président de la FTF, Agoro Medjissiribi. Concernant



Photo de famille

les audits, il commente : " La FTF a permis à des institutions indépendantes de contrôler les finances. Aucune décision majeure n'a été prise unilatéralement. Cela témoigne de notre volonté de transparence ".

Autre point fort évoqué : la formation des encadreurs. La FTF a rappelé l'obligation pour les entraîneurs de se former afin de mieux répondre aux exigences des compétitions nationales et internationales. Un atelier à venir est prévu sur la gestion financière et administrative des clubs, un besoin urgent, selon Agoro Medjissiribi.

Hervé Tété Agbodan, secrétaire Général de la FTF, a insisté sur la nécessité de continuer à avancer dans un esprit de dialogue : " Nous souhaitons davantage de débats pour enrichir

nos prises de décision. Concernant les statuts, nous attendons les orientations de la FIFA pour procéder à des modifications consensuelles " a-t-il déclaré. " Nous respectons les directives de la FIFA, qui limite les mandats à trois. L'avenir s'écrira dans le respect de cette règle ", a rassuré Hervé sur ce sujet qui fait polémique depuis quelques jours avant la tenue du congrès.

Le comité exécutif de la FTF a fait un don de jeu de maillots et des ballons à la mairie des Lacs 1 à la fin du congrès. Un maillot spécial a été offert au maire Kofi Alexis Aqueroburu pour ses efforts pour le développement du football dans la ville historique d'Aného.

Dodo ABALO

ZOZO

CEDEAO, 50 ANS DÉJÀ : UNE CONFÉRENCE PUBLIQUE À LOMÉ POUR METTRE EN LUMIÈRE LE RÊVE ET LA PHILOSOPHIE DES PÈRES FONDATEURS, DONT FEU GNASSINGBÉ EYADÉMA



Dans le cadre de la poursuite des activités commémoratives des 20 ans du rappel à Dieu du Général Gnassingbé Eyadéma, une conférence publique est organisée à Lomé le 28 mai prochain, à Blue Zone Cacavé, à Lomé. Axée sur le " 50ème anniversaire de la Cedeao : Gnassingbé Eyadéma et l'intégration économique ", cette conférence est une occasion, pour les organisateurs, de mettre en " lumière le rêve et la philosophie des pères fondateurs de cette organisation sous régionale ".

Il sera également abordé au cours de cette rencontre, les progrès réalisés par l'institution sous régionale sur la voie de l'intégration socioéconomique et culturelle. Cette conférence va " retracer le combat du président Gnassingbé Eyadéma et ses pairs pour une Afrique économiquement forte, solidaire et débarrassée des barrières territoriales et linguistiques ", souligne-t-on.

A cet effet, le ministre togolais de l'Administration territoriale, le Col Awaté Hodabalo, lance un appel aux populations de la capitale et de ses environs, mais aussi les communautés de l'espace Cedeao résident au Togo, de prendre part à cette rencontre historique.

@macite.tg

CYCLISME : FIN DU 30ÈME TOUR DU TOGO, LE MALI DE NOUVEAU SACRÉ



Le 30ème Tour cycliste du Togo s'est achevé le samedi 24 mai, au terme de 9 jours de compétition. La dernière étape a été marquée par un critérium en circuit fermé de 6,2 km dans la capitale, Lomé.

Pour la deuxième année consécutive, le Mali s'impose au classement général grâce à Diarra Siriki qui a conservé le maillot jaune. Le coureur malien a bouclé les 1033,6 km du parcours en 24 heures, 24 minutes et 25 secondes, devant son compatriote Diamoutiné Timeoko (24h 29 min 07 s) et le Burkinabè Yaméogo Saturnin (24h 30 min 12 s).

Le Togolais Tchalem Nyouléng termine 19ème au classement général individuel.

"Nous savons que nous n'avons pas été à la hauteur cette année, en raison d'un manque d'expérience et de maturité. Ce n'est qu'une partie remise. Les coureurs feront mieux aux prochaines éditions ", a indiqué le président de la Fédération togolaise de cyclisme (FTC), Djabigbe Baïtan.

Source : @Republiquetogolaise.com

FONCIER : LES DÉTENTEURS DE TITRES NON GÉORÉFÉRÉNCÉS INVITÉS À RÉGULARISER LEUR SITUATION



Les détenteurs des titres fonciers non géoréférencés sont appelés à se conformer aux dispositions en vigueur. L'Office Togolais des Recettes (OTR) a, dans un communiqué publié en fin de semaine écoulée, invité les propriétaires concernés, notamment ceux dont les titres ont été délivrés avant 2007, à procéder à la mise à jour de leurs documents.

La mesure vise à assurer une meilleure sécurisation des propriétés foncières à travers le géoréférencement, un processus qui permet de localiser précisément chaque parcelle à l'aide de coordonnées géographiques. Elle vise aussi à réduire les conflits liés aux limites de terrain et à renforcer la gestion domaniale.

Les personnes concernées peuvent se rapprocher du service du cadastre et de la conservation foncière à Lomé, ou des directions régionales de l'OTR. Le coût de cette régularisation est fixé à 35.000 FCFA par dossier.

Pour rappel, l'OTR organise régulièrement des opérations d'enregistrement des plans parcellaires, titres fonciers et autres droits de propriété à travers le territoire, dans le but de renforcer la sécurisation du foncier.

Source : @Republiquetogolaise.com



Pour sécuriser votre propriété, géoréférez vos titres fonciers antérieurs à 2007

Rendez-vous vite aux services du cadastre de l'OTR (à Lomé ou dans les régions) pour le géoréférencement et la mise à jour de votre titre foncier.

35.000 FCFA

Frais unique par dossier



Payable au guichet de l'OTR



8201

POUR TOUTES
INFORMATIONS



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



ANNONCE DE DÉCÈS

Les Familles **SODJI** et **KOUEVI**,
ont la tristesse de vous faire part,
du décès de :

Veuve
SODJI Jeanne-Marie Ayoko Enyonam
née **KOUEVI**

rappelée à Dieu
le **Lundi 5 Mai 2025** à Lomé, à l'âge de **88 ans**.

Les Cérémonies d'adieu se dérouleront les
13, 14 et 15 Juin 2025,
suivant le Programme ci-après :

Vendredi 13 Juin 2025,

à partir de **18:30**,
Messe-Veillée en la Paroisse Catholique
Notre Dame de la Rédemption de
Bè-Klikamé, suivie de Veillée traditionnelle.

Samedi 14 Juin 2025,

à partir de **08:30**,
Messe de requiem en la Paroisse
Catholique Notre Dame de la Rédemption
de Bè-Klikamé, suivie de l'inhumation au
Cimetière d'Adakpamé à Bè-Kpota, dans
la stricte intimité familiale.

Dimanche 15 Juin 2025,

à partir de **10:30**,
Messe d'Action de Grâce en la Paroisse
Catholique Notre Dame de la Rédemption
de Bè-Klikamé, suivie de Réception.

« Moi, je suis la
résurrection et la vie.
Celui qui croit en moi
vivra, quand même il
serait mort. »
Jean 11 : 25 (L.S.)

Maison mortuaire :

**Maison SODJI
Jeanne-Marie Ayoko
Enyonam**
Quartier Klikamé,
12, Rue Dévégo, derrière
la Paroisse Catholique,
Notre Dame de la
Rédemption.



Soyez **vigilants**, ne vous faites pas avoir !

Pour toutes les ventes aux enchères en
cours à l'OTR, **il est interdit :**



- de s'inscrire via **whatsApp**,
- de payer de frais via **mobile money (Yas ou Moov money)**



8201

POUR TOUTES
INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



CORIS MONEY
Simple et cool !



CEET



TdE
SOCIÉTÉ TOGOLAISE DES EAUX

PROMO CORIS MONEY DÈS LE 1^{ER} MAI

**PAYEZ VOS
FACTURES**

**FRAIS DE
RETRAIT**

**CEET
CASH
POWER
TDE**



Disponible gratuitement sur



CENTRE D'APPEL : 8283

SIMPLE & COOL

par



Compte Epargne Enfant

Parce que demain se prépare aujourd'hui.



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP 



www.boatogo.com